

Égalité pour toutes : elles peuvent le faire

Autor(en): **Gnagi, Yvonne**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **29 (1992)**

Heft 30: **Distinction publique**

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1021967>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Elles peuvent le faire

(yg) Depuis huit ans, l'article 4, alinéa 2 de la Constitution établit que les hommes et les femmes sont égaux en droit. Or le bilan reste désespérant. Les cas de différences de salaire pour un même emploi, souvent cités, sont un moindre mal si l'on songe au scandale de la sous-représentation des femmes dans le milieu académique. Une récente recherche menée sur le site lausannois le démontre indubitablement : alors que l'Alma Mater accueille 47 % d'étudiantes, les assistantes ne forment pas le 30 % du corps intermédiaire; quant aux professeurs, elles ne sont que 9 pour près de 300 postes.

Esprits libres de tout préjugé, les deux auteures, Françoise Mellon et Monique Pavissien, proposent des solutions inédites pour remédier à une situation de fait jugée intolérable. «Seule une

analyse sans concession permet de dresser un bilan et d'esquisser des perspectives», écrivent-elles. Et le fait est qu'elles sont cruellement réalistes. «Comment expliquer qu'un tel nombre d'étudiantes ne permette d'obtenir que si peu de professeurs ? L'explication, longtemps occultée par des militantes-autruches, s'impose. Les femmes sont moins efficaces, donc socialement moins intelligentes que les hommes. Voilà pourquoi il est impossible de leur confier des tâches d'enseignement supérieur.»

Loin de les faire sombrer dans un fatalisme amer, ces constatations dopent Mellon et Pavissien. Car l'intelligence n'est pas un donné naturel, mais un acquis social. Un apprentissage adéquat est donc susceptible de faire évoluer la situation. D'où une vibrante défense des quotas. Bien sûr, le prix

social d'une telle mutation serait lourd : l'enseignement serait nécessairement catastrophique pendant quelques décennies, le temps d'apprendre. Au moment où l'ouverture à l'Europe le soumet à rude concurrence, notre système universitaire y résisterait-il ? L'objection est connue et c'est là que nos deux chercheuses proposent de nouvelles voies. «A l'intérieur du système général de contingent féminin obligatoire (SGCFO), une répartition par quotas devrait privilégier les filles de recteur et les filles de doyen, et permettre de diminuer dans des proportions considérables un coût social que les partis bourgeois exagèrent par ailleurs pour excuser leur machiste immobilisme.» La proposition est séduisante, mais ne faudrait-il pas y inclure les filles de vice-doyen ? Quoi qu'il en soit, voilà une balle de plus dans le camp du Département de l'Instruction publique. [Et les filles de chef du DIP ? ndlc]

Une nouvelle approche

Les scientifiques s'interrogent sur l'origine des trous de la couche d'ozone qui menacent gravement notre environnement (voir DP n° 1017). De récentes recherches, menées par une équipe du Massachusetts Institute of Technology, apportent un éclairage nouveau sur ce problème.

(kt) Les chercheurs américains ont découvert que l'ozone est très sensible au gaz naturel. Ces résultats seraient passés inaperçus si une équipe de paléontologistes, sous la direction des professeurs Schwartz et Black n'avait établi que la disparition des dinosaures, à la fin du mésozoïque, était due à une soudaine et brutale exposition de ces animaux aux rayons ultraviolets, sans doute causée par une énorme déchirure dans la couche d'ozone.

On sait que les dinosaures sont des herbivores semi-ruminants, mais munis de trois seuls estomacs, contrairement aux vaches qui en ont sept. La digestion des dinosaures produisait donc d'énormes quantités de gaz naturels, qui ont sans doute causé des dégâts irréparables au bouclier d'ozone protégeant la terre. Les dinosaures auraient été victimes des particularités de leur système digestif.

Les sondages les plus récents ont aujourd'hui montré que la couche d'ozone présente de larges trous au-dessus de l'Amérique latine et plus particulièrement du Brésil, ainsi qu'au-dessus de la région française Midi-Pyrénées. L'OMS a établi que la consommation annuelle de *frijoles* atteint au Brésil près de 300 kilos par habitant. La France refuse de communiquer tout renseignement à propos des ventes de cassoulet toulousain sur son territoire,

malgré les injonctions de la Communauté européenne. Il paraît pourtant clair que les effets secondaires des habitudes alimentaires de certaines populations mettent gravement en cause l'avenir de toute l'humanité.

Le WWF, qui considère à juste titre que l'homme est aussi une espèce de sauvage, envisage de demander à l'Agence mondiale pour l'environnement et à l'Organisation des Nations Unies de mettre sur pied un programme de substitution alimentaire, qui permettrait de réduire à presque zéro la consommation mondiale de haricots. Des cultures de substitution, herbe à chats, azalées, seraient rapidement mises en place. Le WWF estime que les pommes de terre et, respectivement, le riz, offrent de meilleures garanties de sécurité pour l'ensemble de l'humanité.

Oppositions stériles

suite de l'édito

entendre parler de décentralisation énergétique.

π

PROTECTION DES OFFICIERS

Plutôt rien que tout, mais quand même

(mplt) L'initiative de la *Revue Militaire Suisse* propose, rappelons-le, de traiter par la cryogénie l'Etat-Major Général, les cadres du DMF, le demi-F/A-18 déjà